



**Accords de branche « Energie/CO2 »  
avec les secteurs industriels wallons**

**Rapport public concernant l'année 2020**

**Août 2022**

## TABLE DES MATIERES

Contexte	3
Prolongation des Accords de branche à l'horizon 2023	5
Les résultats 2020	6
A. Consommations d'énergie primaire et émissions de CO2	7
B. Indices d'amélioration de l'efficacité énergétique (AEE) et d'amélioration de la réduction d'émissions de CO2 (ACO2)	10
C. Estimation des investissements et des contreparties financières	17
Investissements	17
Réduction certificats verts (CV)	18
Exonération partielle de la surcharge « CV wallons »	20
Réduction des cotisations fédérales sur l'électricité et le gaz naturel	20
Réduction des accises sur le gaz naturel	21
Subsides pour les études	21
Tableau de synthèse générale pour les contreparties 2020	22
D. Indices FSER et FdSER, études de pré faisabilité et de faisabilité renouvelables	23
Indices FSER et FdSER	23
Etudes de faisabilité « renouvelables »	24
E. Mapping CO2	24
Liste des annexes	26

## Contexte

---

La politique énergétique industrielle est principalement axée sur la conclusion d'accords volontaires dits « accords de branche » entre la Wallonie et les fédérations industrielles. Ces accords trouvent leur fondement juridique dans le code de l'environnement.

Selon les termes de ces accords, publiés en intégralité sur le site portail de l'énergie, les secteurs s'engagent individuellement sur un objectif d'amélioration de leur efficacité en énergie et en CO<sub>2</sub> sur la période 2005-2020.

Afin que le gouvernement wallon et les fédérations puissent sereinement réfléchir à une nouvelle génération d'Accords de Branche à l'horizon 2030, en phase avec nos objectifs d'économie plus durable et résiliente, ces Accords de seconde génération 2014-2020 ont été prolongés jusqu'en 2023, avec définition de nouveaux objectifs sectoriels. La prolongation de ces accords a été actée durant l'année 2019. Les nouveaux objectifs sectoriels ont été définis sur la période 2020 – 2023 par les fédérations.

Durant ces accords, la Wallonie s'engage à ne pas imposer par voie réglementaire des exigences supplémentaires en matière d'énergie et de réduction d'émissions de CO<sub>2</sub> aux entreprises contractantes. Elle s'engage également à en défendre le principe auprès des autorités fédérales et européennes.

Les entreprises adhèrent volontairement à un accord de branche. Elles y trouvent les avantages suivants qui, *in fine*, apportent une réduction de leurs coûts d'exploitation et une amélioration de leur compétitivité.

- Une meilleure connaissance de leurs flux énergétiques via un audit subsidié mené sur les installations intégrées au périmètre de leur(s) entité(s) ;
- Une visibilité à long terme en matière de programmes d'investissements spécifiquement liés à l'énergie et au CO<sub>2</sub> ;
- Un contact régulier avec les administrations et le pouvoir politique ;
- Le plafonnement de leur contribution au mécanisme des Certificats Verts ;
- Une ristourne complémentaire à la réduction accordée aux entreprises concernant la surcharge certificats verts dans le cadre du rachat garanti par Elia ;
- Un plafonnement progressif des cotisations fédérales sur l'électricité et le gaz naturel ;
- L'accès aux subsides AMURE pour l'audit global et l'audit de suivi annuel ainsi qu'aux études de pertinence, même pour les grandes entreprises (ces audits couvrant l'obligation légale);
- La subside d'une étude de faisabilité de l'exploitation de sources d'énergie renouvelable.

Pour sa part, la Wallonie est assurée :

- D'un effort substantiel, objectivement mesuré et supérieur au *Business as Usual*, en matière d'amélioration de l'efficacité en énergie et en CO<sub>2</sub>, les investissements identifiés servant à construire les objectifs sont ceux sans difficultés apparentes et présentant un temps de retour simple inférieur ou égal à 5 ans<sup>1</sup>;
- De la contribution du secteur industriel à ses engagements européens.

---

<sup>1</sup> Alors qu'en l'absence d'accord, le critère de rentabilité des projets d'investissement est souvent limité à 2 ans

Les accords prévoient en outre les deux obligations d'études suivantes avec des échéances précises :

- Celle de réaliser le scan (pré-étude très simplifiée) de la possibilité d'implantation de neuf filières renouvelables, puis d'effectuer une étude de pré faisabilité de trois de ces neuf filières et enfin d'étudier la faisabilité de la filière offrant le meilleur rendement ou celle donnant une indépendance énergétique accrue ;
- Celle d'effectuer un mapping CO2 sur l'ensemble du cycle de vie des produits ou d'un bilan carbone du site industriel, avec l'identification des 3 postes les plus émetteurs de CO2. A la suite, les industriels devront réfléchir, éventuellement avec leurs partenaires, fournisseurs et clients, sur les actions à prendre pour réduire leur empreinte environnementale sur ces 3 postes identifiés parmi lesquels le poste « transport » est imposé.

L'ensemble de la démarche « accord de branche » est consignée dans une note méthodologique disponible, elle aussi, sur le site portail de l'énergie. Cette méthodologie décrit la manière de fixer les objectifs individuels des entreprises, les objectifs consolidés des fédérations, les indicateurs de suivi, le mapping CO2, la roadmap 2050, les canevas de rapportage, etc.

Le texte des accords prévoit que le Gouvernement, le Parlement, le CESE (Conseil Economique Social Environnemental de la Wallonie), le CWEDD (Conseil Wallon Environnement Développement Durable) ainsi que le grand public soient régulièrement informés de l'état d'avancement du processus. Les secteurs engagés dans les accords ont, de commun accord, décidé que cette communication serait annuelle.

Le présent document constitue donc le rapport annuel sur les résultats obtenus par le mécanisme en 2020. Après un aperçu global, il comporte une synthèse de l'évolution de l'efficacité en énergie et en CO2 de chaque secteur. Il s'agit du 8<sup>ème</sup> rapport de suivi permettant de visualiser, notamment, la progression des objectifs contractuels (le premier portant sur l'année 2013, année de transition entre les accords de branche de première et de deuxième génération).

L'année 2020 est une année particulière durant laquelle le confinement dû à la pandémie a ralenti les activités de bon nombre d'entreprises.

## Prolongation des Accords de branche à l'horizon 2023

---

Afin que le Gouvernement wallon et les fédérations puissent sereinement réfléchir à une nouvelle génération d'Accords de Branche à l'horizon 2030, en phase avec nos objectifs d'économie plus durable et résiliente, ces Accords de seconde génération 2014-2020 ont été prolongés jusqu'en 2023, avec définition de nouveaux objectifs sectoriels.

Les objectifs 2023 ont été réévalués à la hausse en prenant la valeur maximale entre les résultats atteints en 2017 et les objectifs 2020.

Les avenants sectoriels définissant ces nouveaux objectifs ont été signés en mai 2019. Voici la juxtaposition des anciens et nouveaux objectifs.

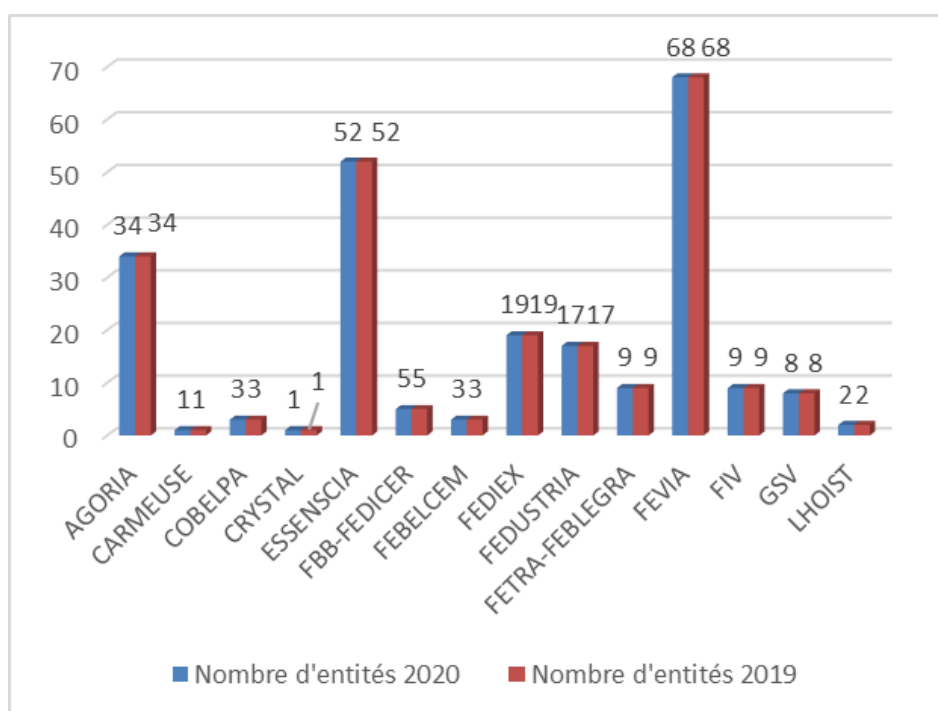
2020	Objectifs 2020		Objectifs 2023 (Avenant 2)	
Fédérations	AEE	ACO2	AEE	ACO2
AGORIA	21,9%	23,3%	26,9%	28,4%
CARMEUSE	3,4%	4,3%	3,4%	10,3%
COBELPA	12,2%	29,0%	15,2%	35,6%
CRYSTAL	1,5%	1,5%	2,0%	2,0%
ESSENSCIA	12,4%	15,2%	13,7%	16,9%
FBB-FEDICER	8,8%	9,0%	16,6%	16,7%
FEBELCEM	2,9%	11,9%	4,6%	18,1%
FEDIEX	12,8%	11,0%	15,4%	15,7%
FEDUSTRIA	6,9%	9,6%	13,6%	16,3%
FETRA-FEBELGRA	22,8%	23,0%	29,2%	30,0%
FEVIA	18,0%	22,8%	22,5%	27,8%
FIV	13,1%	23,3%	17,6%	25,5%
GSV	12,6%	14,6%	13,7%	15,0%
LHOIST	8,6%	9,4%	11,8%	10,0%

## Les résultats 2020

En 2020, 16 fédérations (regroupées en 14 organismes représentatifs) contribuent à améliorer l'efficacité énergétique et réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de 231 de leurs membres :

Fédération	Secteurs	Nombre d'entités 2020	Nombre d'entités 2019
AGORIA	Technologique	34	34
CARMEUSE	Chaux	1	1
COBELPA	Pâte à papier et papier	3	3
CRYSTAL	Datacenter	1	1
ESSENSCIA	Chimie	52	52
FBB-FEDICER	Briques et céramiques	5	5
FEBELCEM	Ciment	3	3
FEDIEX	Carrières	19	19
FEDUSTRIA	Textile, bois et ameublement	17	17
FETRA-FEBELGRA	Imprimerie	9	9
FEVIA	Agroalimentaire	68	68
FIV	Verre	9	9
GSV	Acier	8	8
LHOIST	Chaux	2	2
<b>Wallonie</b>		<b>231</b>	<b>231</b>

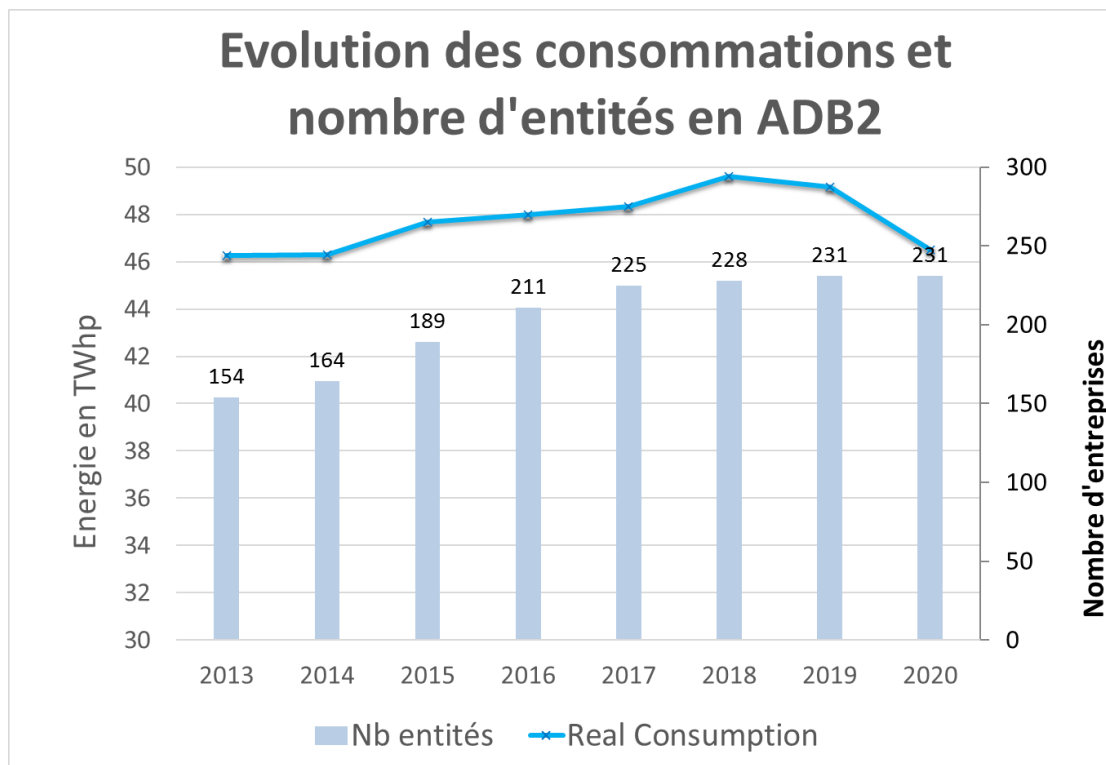
Les différentes fédérations ont gardé le même nombre d'entités qu'en 2019.



La consommation finale des AdB2 s'élève à 35,6 TWhf en 2020. Leur consommation d'énergie primaire équivaut à 46,5 TWhp.

Ces fédérations représentent ensemble 90% des consommations énergétiques finales du secteur industriel. Notons que cette valeur est probablement un peu surestimée car le secteur du traitement de données, participant aux accords, n'est pas habituellement repris dans les statistiques du secteur industriel, mais bien dans le secteur des services.

Le graphique ci-dessous reprend le nombre d'entités et l'évolution des consommations primaires des entités de 2014 à 2020.



Nous constatons déjà sur ce graphique la forte diminution de consommation énergétique sans doute due en grande partie aux effets du confinement Covid.

#### **A. Consommations d'énergie primaire et émissions de CO2**

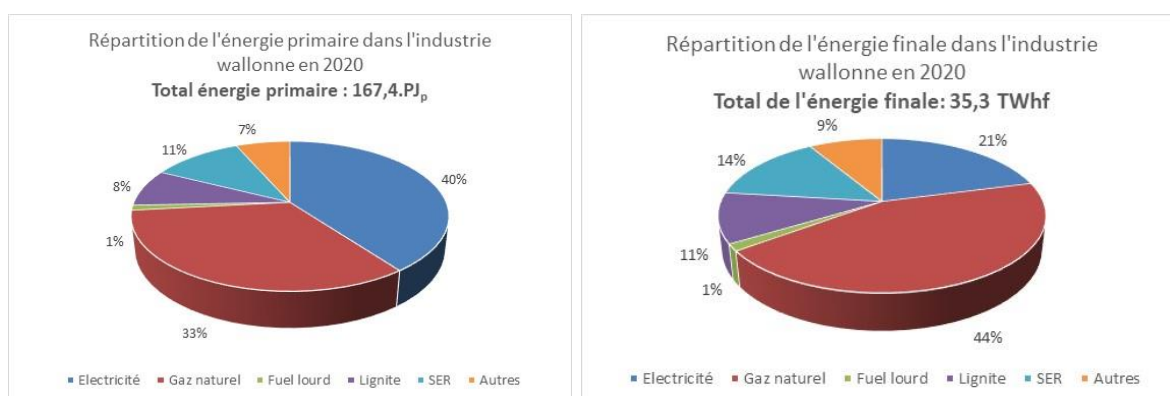
Pour l'année 2020, la consommation d'énergie primaire du secteur industriel wallon participant aux accords de branche s'élève à **167,4 PJp**.

Les émissions de CO2 s'élèvent à **8,9 Mtonnes de CO2**.

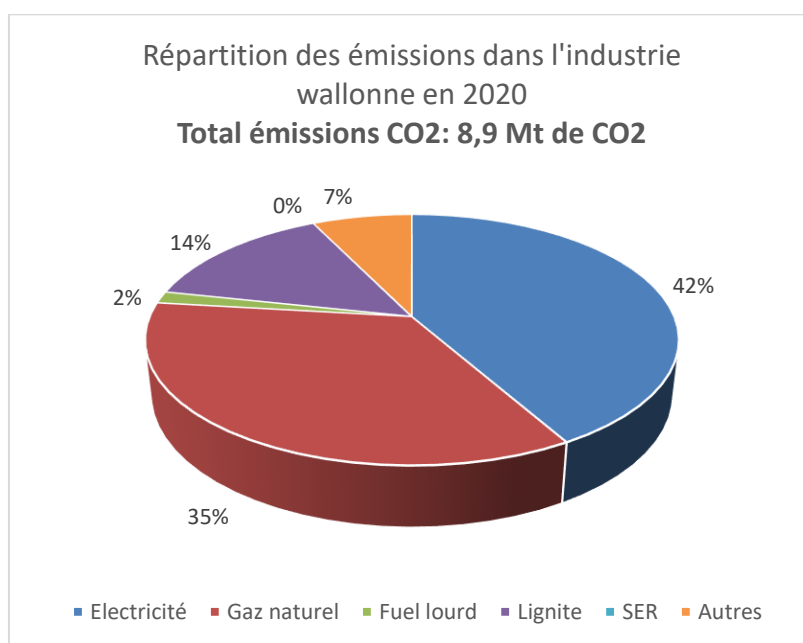
Les différents vecteurs énergétiques pris en compte sont :

- L'électricité
- Le gaz
- Le fuel
- La lignite
- L'énergie renouvelable (électricité, chaleur...)
- Autres (chaleur fatale, déchets non renouvelable, solvants, ...)

Le graphe suivant présente la répartition de l'énergie primaire et finale en 2020 :



L'électricité et le gaz représentent ensemble 73 % de la consommation 2020 d'énergie primaire totale du secteur industriel en ADB2. Par ailleurs, n'oublions pas que les 40% d'électricité représentés sur le graphique comprennent uniquement de l'électricité conventionnelle (non issue d'énergie renouvelable). L'énergie produite par « récupération » (chaleur fatale, déchets non renouvelable, solvants, ...) est bien comptabilisée dans le poste « Autres » (7%).

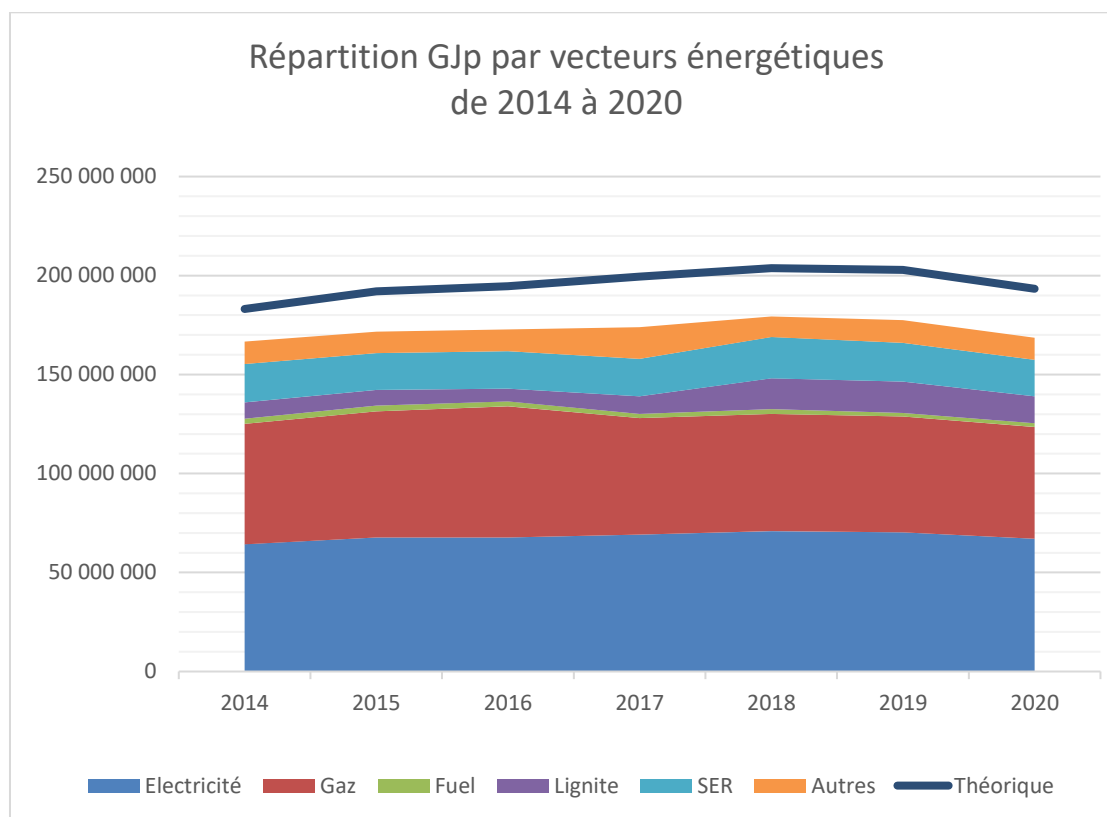


L'électricité et le gaz représentent ensemble 76,8 % des émissions 2020 de CO<sub>2</sub> du secteur industriel wallon en ADB2. Notons à ce titre que les émissions de CO<sub>2</sub> liées à l'électricité sont calculées avec un coefficient fixé conventionnellement sur toute la durée de l'accord à 502 g / kWh, quelle que soit son origine, ce qui correspond au contenu de la production marginale d'électricité et pas au mix de production de l'électricité que consomment nos entreprises.

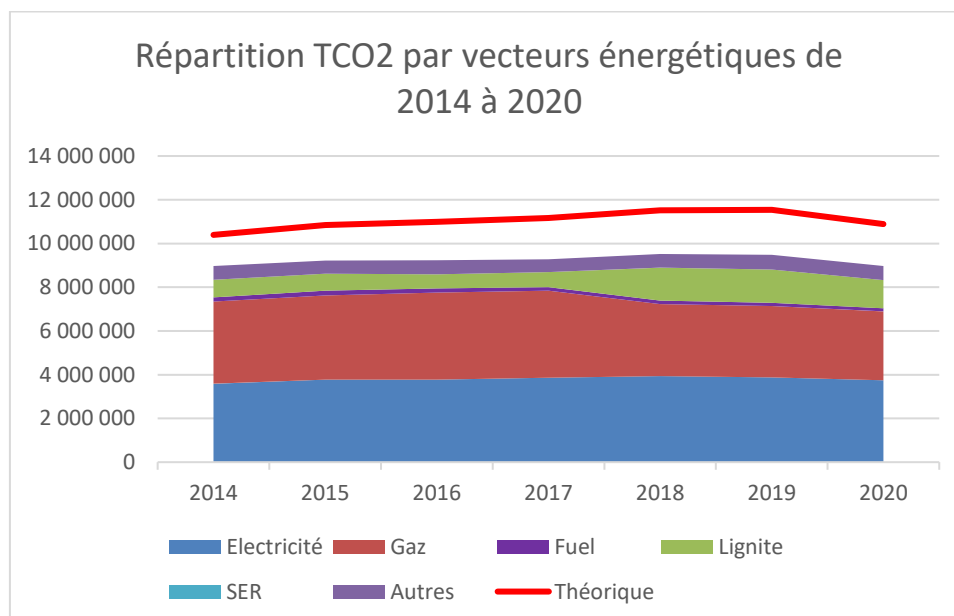
Nous constatons une réduction de la consommation énergétique de 9,5 PJp par rapport à la consommation d'énergie primaire de 2019. Cette tendance est certainement due à la réduction d'activité des industries lors du confinement imposé par la pandémie.



Le graphique ci-dessous montre l'évolution de la répartition des énergies consommées depuis 2014 :



Concernant les émissions de CO2 :



## B. Indices d'amélioration de l'efficacité énergétique (AEE) et d'amélioration de la réduction d'émissions de CO2 (ACO2)

Les engagements contractuels sont formalisés dans les indices d'amélioration de l'efficacité énergétique (AEE) et d'amélioration de l'efficacité en réduction d'émissions de CO<sub>2</sub> (A CO<sub>2</sub>).

L'indice AEE est le rapport entre deux nombres. Le numérateur est la somme des énergies entrant dans le périmètre pendant l'année 2020 et le dénominateur est l'énergie de référence ajustée pour l'année 2020. Cette énergie de référence prend en compte les consommations spécifiques de l'année de référence, fixées par convention à 2005, ajustées en fonction des indicateurs d'activité, des paramètres climatiques et des événements de l'année 2020. Les consommations spécifiques de l'année de référence ont été déterminées par l'audit global initial réalisé par chacune des entreprises. Les indicateurs d'activité sont généralement les volumes de production, des temps de charge à vide pour le procédé, et des surfaces ou des volumes pour le bâtiment.

L'indice A CO<sub>2</sub> est construit sur le même schéma. Le calcul des indices de performances des ADB2 est ainsi basé sur le suivi annuel de plus de 3500 indicateurs d'activités.

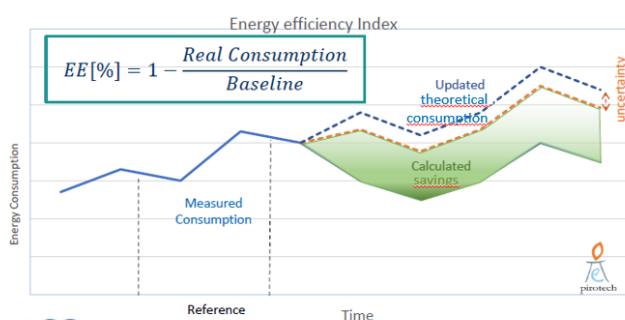
Pour plus de détails, le lecteur est renvoyé aux chapitres correspondants de la note méthodologique diffusée sur le site portail de l'énergie.

Et un petit dessin valant parfois mieux qu'une longue explication, voici 1 schéma explicitant le principe de référence (modélisation) évolutive en fonction de l'activité et du monitoring de l'amélioration.

### VA Monitoring & Verification frame

27/01/2022  
20

#### Energy/Emissions Performance indexes calculation



$$AEE(Y_n/Y_{ref}) = 1 - \frac{Actual\ PEC(Y_n)}{Theoretical\ PEC(Y_n)}$$

$$ThPEC = \sum_{i=1}^n S\ Cons_i^{ref} \times IA_i$$

$$ACO2(Y_n/Y_{ref}) = 1 - \frac{Actual\ CO2(Y_n)}{Theoretical\ CO2(Y_n)}$$

$$ThCO2 = \sum_{i=1}^n S\ em_i^{ref} \times IA_i$$

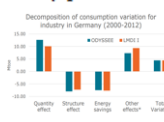


Wallonie  
énergie  
SPW

Conjunctural & structural corrections allow impact effects decomposition

⇒ follow industrial production life changes

⇒ identify externalities and take them out of EE monitoring



Service public de Wallonie territoire logement patrimoine énergie

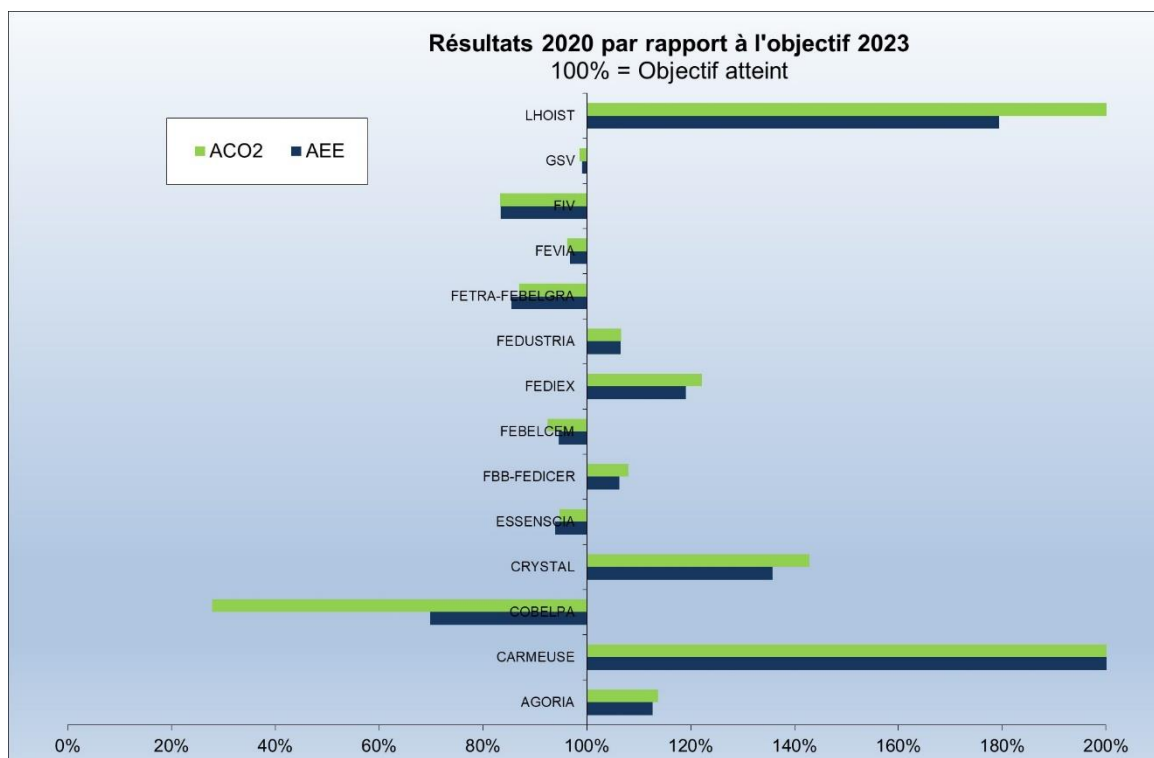
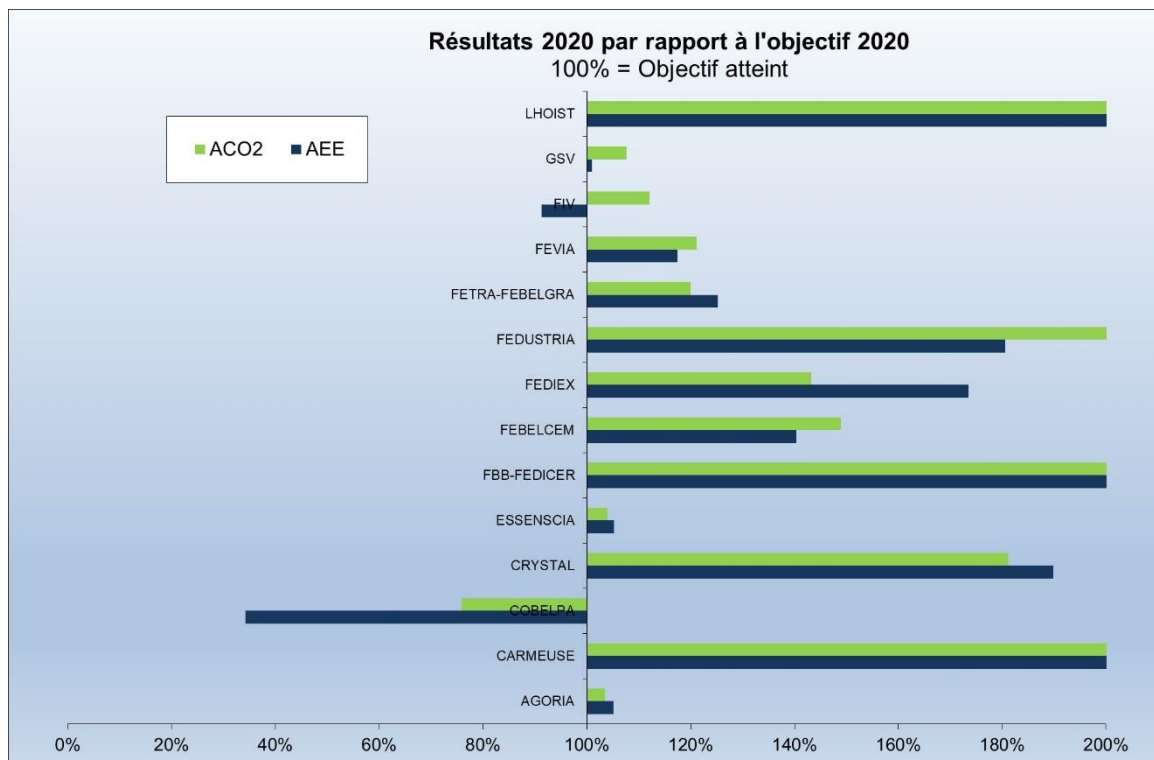
## Les résultats 2020 :

Fédérations	Réalisé 2020	
	AEE	ACO2
AGORIA	22.7%	24.5%
CARMEUSE	11.9%	24.0%
COBELPA	9.3%	9.9%
CRYSTAL	2.7%	2.8%
ESSENSCIA	12.9%	16.0%
FBB-FEDICER	17.6%	18.0%
FEBELCEM	4.3%	16.7%
FEDIEX	18.3%	19.2%
FEDUSTRIA	14.5%	17.3%
FETRA-FEBELGRA	27.4%	28.8%
FEVIA	21.8%	26.8%
FIV	14.7%	21.3%
GSV	13.6%	14.7%
LHOIST	21.1%	20.4%
Wallonie	13.4%	18.1%

## Présentation des résultats par rapport aux objectifs 2020 :

Si on ramène chaque objectif à 100% pour pouvoir visualiser de façon uniforme l'écart des différentes fédérations par rapport à leur objectif, les résultats 2020 se présentent sous la forme de la figure suivante où, si les performances d'un secteur se situent à droite du repère 0, c'est que le secteur a dépassé ses objectifs. Si en revanche ses performances se situent à gauche, c'est qu'il n'a pas encore atteint son objectif, l'objectif se déclinant cette fois à un niveau pour l'année 2020.

Les accords ayant été prolongés jusqu'en 2023, les objectifs 2020 sont devenus purement indicatifs, et l'engagement porte désormais sur l'atteinte des objectifs en 2023. Il est cependant intéressant de pouvoir relativiser le réalisé 2020 simultanément par rapport aux 2 horizons.



Ces graphiques font apparaître que par rapport aux objectifs 2023, 7 fédérations ont déjà atteint leurs objectifs en AEE : Lhoist, Crystal, Fediex, Fedustria, FBB-Fedicer, Carmeuse et Agoria. Cette avance est de bon augure pour la suite, mais il faut noter que maintenir le résultat sur la durée représente déjà un effort certain (nécessitant investissements humains et OPEX).

La situation des entreprises peut s'avérer fort différente en EE et CO2, en fonction des actions effectuées, les impacts EE et CO2 n'étant pas toujours alignés.

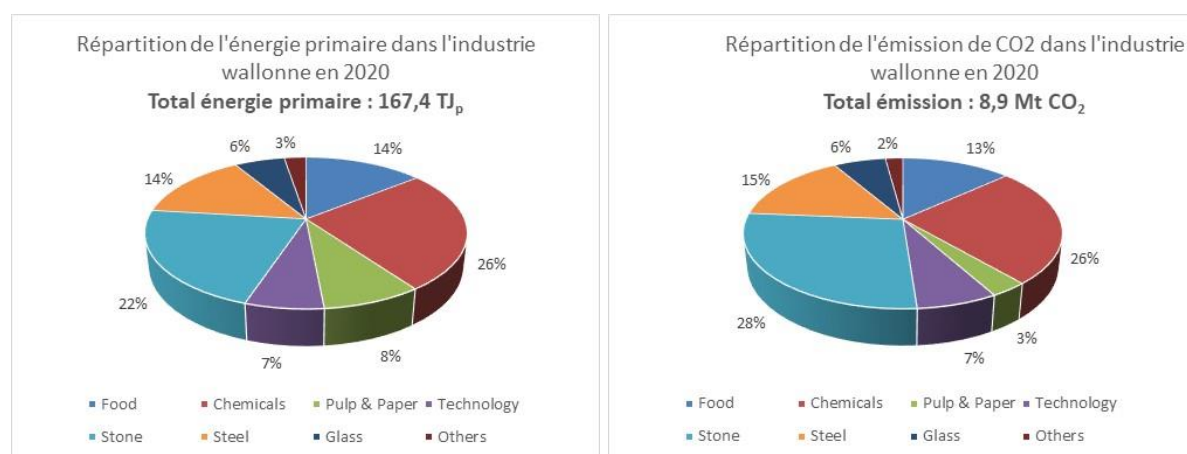
Par rapport aux objectifs 2023 en ACO<sub>2</sub>, 7 fédérations aussi, mais pas forcément les mêmes ont déjà atteint leur objectif CO<sub>2</sub> : Lhoist, Fedustria, Fediex, FBB-Fedicer, Crystal, Carmeuse et Agoria.

Pour plus de détails sur la situation particulière de chaque secteur, le lecteur est invité à parcourir chacune des synthèses remises par les fédérations correspondantes. Elles sont reprises en intégralité dans les annexes de ce rapport

## Répartition de l'énergie primaire et des émissions de CO<sub>2</sub> par secteur pour 2020 :

Tableau des secteurs et fédérations :

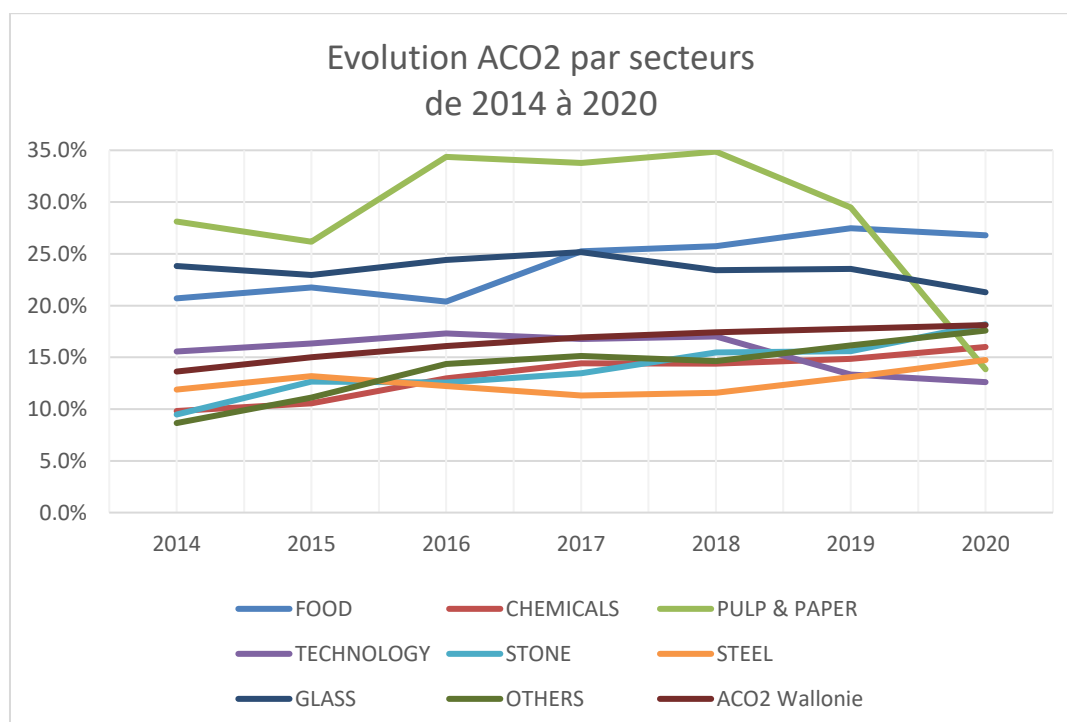
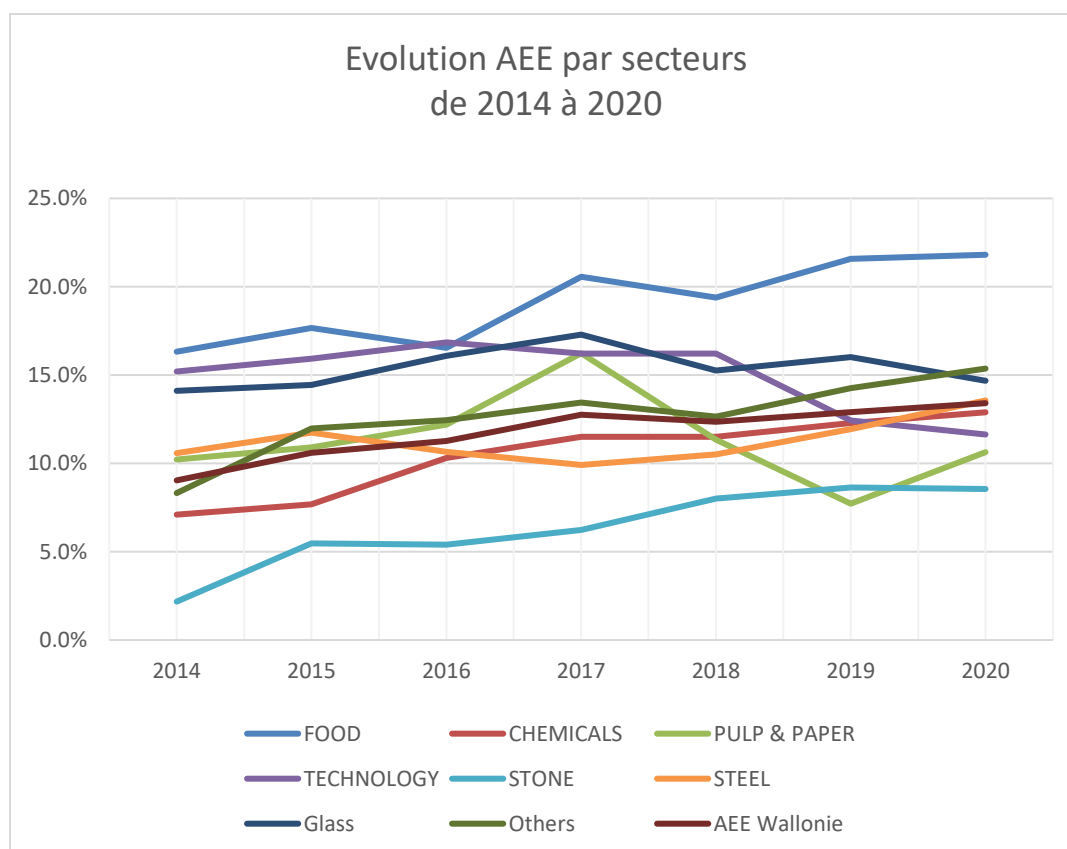
Secteurs	Fédérations
Food	Fevia
Chemicals	Essenscia
Pulp & Paper	Cobelpa, Fetra-Febelgra
Technology	Agoria + Crystal
Stone	Febelcem, Fediex, Carmeuse + Lhoist
Steel	GSV
Glass	FIV
Others	FBB-Fedicer, Fedustria



Le secteur « Others » regroupe la fédération des briques et céramiques et la fédération du bois, ameublement et textile.

Ces graphiques sont à mettre en lien avec les graphiques sur l'évolution des indices AEE et ACO<sub>2</sub> du point suivant.

## Evolution des indices AEE et ACO2 par secteurs depuis 2014 :



Il est intéressant de noter que l'évolution des indices ne suit pas une trajectoire doucement progressive vers l'objectif.

Avec le principe de mutualisation des résultats, le monitoring effectué au niveau des fédérations est fortement « lissé » comparativement à ce qui s’observerait à l’échelle des entités individuelles. Plusieurs raisons sont sous-jacentes à ce phénomène :

- La plupart des secteurs s’améliorent malgré COVID en EE
- En CO2 dégradation importante chez les papetiers liée à 2 effets : la diminution d’intrant énergétiques d’origine renouvelables, utilisés également comme matière première, au détriment d’une utilisation accrue de gaz naturel.

Pour plus de détails sur les indices d’amélioration des fédérations, voir les rapports individuels des fédérations en annexe.

### Consolidation des résultats pour la Wallonie :

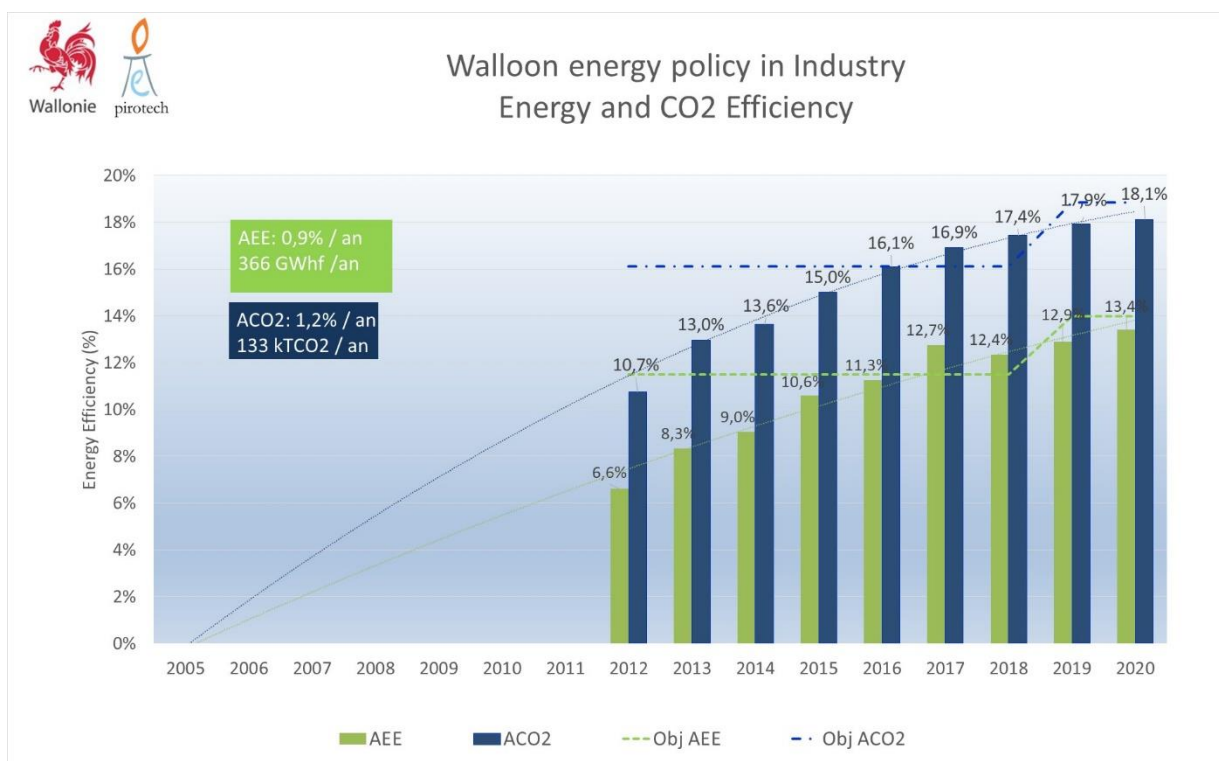
Les résultats des plans d’actions pour l’année 2020 sont :

2020	Nombre de pistes	Investissements	Gpj économisés	Tonnes CO2 économisés
AGORIA	59	23.118.670	83.750	5.115
CARMEUSE	0	0	0	0
COBELPA	3	255.000	8.436	471
CRYSTAL	1	99.000	8.672	484
ESSENSCIA	87	5.674.982	211.580	43.210
FBB-FEDICER	10	165.000	19.008	1.012
FEBELCEM	0	0	0	0
FEDIEX	27	489.015	3.975	351
FEDUSTRIA	24	968.630	29.463	1.645
FETRA/FEBLEGRA	18	751.868	135.841	2.379
FEVIA	12	673.800	29.318	1.755
FIV	14	1.642.050	27.864	1.624
GSV	13	1.314.656	114.681	6.400
LHOIST	9	967.600	192.353	18.443
<b>Wallonie</b>	<b>277</b>	<b>36.120.271</b>	<b>864.941</b>	<b>82.889</b>

277 pistes additionnelles ont donc été réalisées en 2020, permettant une économie théorique de 864.941 GJp, et de 82.889 tCO<sub>2</sub> pour un investissement global d’environ 36 M€.

Depuis 2005, les 231 entreprises adhérentes ont en réalité mis en œuvre : 4.517 projets, représentant 22.573.561 GJp d’économie d’énergie théoriques ex-ante et 1,913 Mt de CO<sub>2</sub> pour un investissement global de 813,5 M€ (CAPEX).

A l’horizon 2023, par rapport aux données de l’année 2005, les entreprises en ADB2 se sont engagées conjointement à améliorer leur efficacité énergétique de 14,0% et leur efficacité en CO<sub>2</sub> de 18,9%. Le graphique suivant reprend les objectifs et résultats consolidés pour les 14 fédérations et 231 entreprises.



Les indicateurs de suivi AEE et ACO2 permettent de mesurer les impacts réels, et ceux-ci confirment qu'entre 2005 et 2020, les accords de branche ont réellement permis à la Wallonie d'économiser **25.927.475 GJp** (5,5TWh d'économie d'énergie finale, sur une consommation finale industrielle 2019<sup>2</sup> de 39,5TWh couvrant environ 30% de la consommation wallonne) et **2,0Mt de CO<sub>2</sub>**.

Ces impacts réels supérieurs aux estimations théoriques issues des plans d'actions traduisent d'une part la bonne fiabilité des prévisions, mais également l'action continue de nos entreprises, même au-delà des plans pour réduire leur consommation et leur empreinte carbone.

<sup>2</sup> Au moment de la rédaction de ce rapport, les bilans 2020 ne sont pas encore disponibles



### **C. Estimation des investissements et des contreparties financières**

Les chiffres annoncés dans la suite du rapport seront relativisés et les comparaisons trop faciles devront être évitées. Les éléments suivants doivent en effet être pris en compte :

- Le prix de l'électricité en Wallonie est plus élevé que celui pratiqué dans les régions et pays limitrophes.
- Les avantages financiers accordés aux entreprises sont liés à la participation volontaire à un accord de branche et par conséquent à des obligations de résultats, en efficience énergétique et en réduction d'émissions de CO<sub>2</sub>, contrairement aux avantages financiers accordés par les régions et pays limitrophes.
- Des investissements ponctuels, partie intégrante d'une stratégie plus globale des entreprises, ne seront déployés qu'une seule fois sur la période des accords. Ces investissements auront des impacts sensibles sur les indices AEE et ACO<sub>2</sub> ou FSER et FdSER.
- Les réductions accordées sont des montants que les entreprises ne doivent pas consentir via leurs factures d'électricité et plus accessoirement de gaz naturel.

Par conséquent, l'action « accord de branche » tout en ajoutant une contrainte énergétique et environnementale supplémentaire aux entreprises participantes permet aux entreprises d'améliorer leur niveau de compétitivité dans le temps et de disposer de ces capitaux pour investir en Wallonie.

### **Investissements**

La réussite des accords se mesure par l'atteinte des objectifs sectoriels. Les actions d'économie d'énergie et de CO<sub>2</sub> sont suivies à titre indicatif mais seul compte l'atteinte de l'objectif contractuel. Les entreprises peuvent par conséquent investir dans des pistes non retenues lors de l'audit initial ou dans de nouvelles pistes liées à l'évolution de l'entreprise et des technologies qu'elles mettent en œuvre.

Le tableau suivant montre la répartition des investissements pour la réalisation des pistes d'amélioration par secteur pour l'année 2020 :

2020	Nombre de pistes	Investissements
		euros
Food	12	673.800
Chemicals	87	5.674.982
Pulp & Paper	21	1.006.868
Technology	60	23.217.670
Stone	36	1.456.615
Steel	13	1.314.656
Glass	14	1.642.050
Others	34	1.133.630
Wallonie	277	36.120.271

Le recensement montre que plus de 277 pistes d'améliorations ont été réalisées en 2020 pour environ 36 millions €. Ces chiffres sont néanmoins sous-évalués par rapport à la réalité dans la mesure où ils ne concernent que les projets suffisamment détaillés par les entreprises, en particulier au niveau du montant d'investissement. En effet, les audits initiaux de 2013 s'épuisent avec le temps et de nouvelles actions sont entreprises, sans forcément corrélérer le rapportage financier sur l'investissement avec son impact sur les indicateurs AdB2.

### **Réduction certificats verts (CV)**

La CWaPE dresse annuellement le bilan de la réduction CV. Les considérations suivantes sont des extraits du rapport « L'évolution du marché des CV – rapport spécifique 2020 ».

Les réductions de quota de CV sont appliquées aux entreprises formant une entité géographique et technique au sens des accords de branche. Pour bénéficier de cette réduction, 2 conditions doivent être remplies :

1. Avoir signé un accord de branche ;
2. Introduire chaque trimestre, par le biais du fournisseur de l'entité, une attestation à la CWaPE dans les délais légaux imposés, ce qui signifie que les attestations doivent être reçues avant la fin du deuxième qui suit un trimestre écoulé.

Ces conditions sont vérifiées chaque trimestre et si l'une d'entre elles n'est pas remplie, aucune réduction n'est accordée.

En 2020, sur 249 entités enregistrées à la CWaPE, 246 ont bénéficié d'une réduction de quota de CV pour au moins un trimestre. La différence s'explique notamment par le fait que certaines attestations n'ont pas été envoyées dans les délais, que certaines entreprises dans les conditions n'effectuent pourtant pas les démarches ou que certaines entités sont sorties de l'accord de branche ou ont cessé leurs activités.

Les réductions de coûts bénéficiant au client final doivent être répercutées directement par les fournisseurs sur chaque client final qui en est à l'origine. Le tableau ci-dessous donne une estimation de l'économie ainsi obtenue par les fournisseurs au bénéfice de leurs clients finals en se basant sur le prix moyen du CV sur le marché en 2020, qui est de 66,84 EUR.

Les réductions 2020 pour les entités en accords de branche sont reprises ci-après.

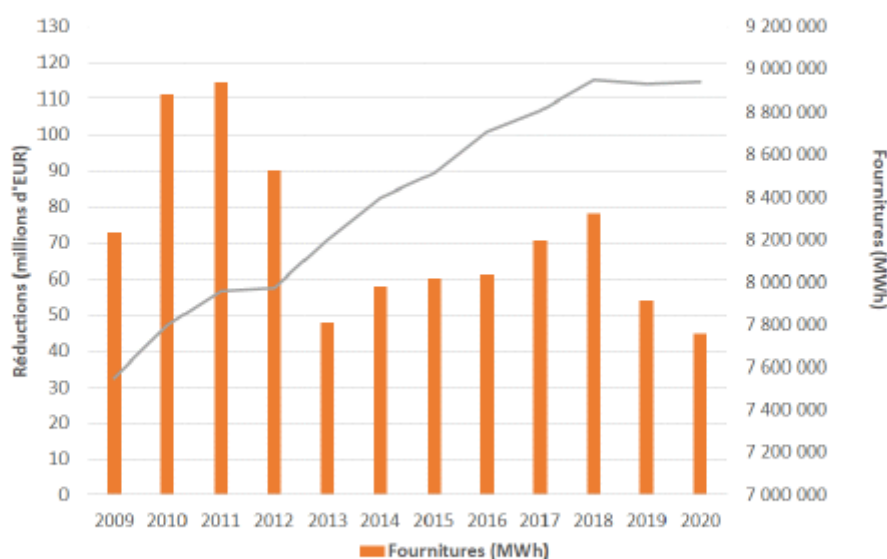
**Le tableau 5.2 donne une estimation de l'économie ainsi obtenue via les réductions du quota de CV par les fournisseurs au bénéfice de leurs clients finals en se basant sur le prix moyen du certificat vert sur le marché global (y compris prix garanti) en 2020, qui est de 66,84 EUR.**

SECTEURS	Nbre d'entités	Fournitures (MWh)	Réduction (CV)	Réduction (EUR)
Technologie	1	642 716,01	200 897,96	13 428 019,91
Transport	2	499 218,41	151 331,02	10 114 965,64
Cimenteries	2	553 167,10	149 957,37	10 023 150,48
Sidérurgie	10	1 562 622,78	401 749,54	26 852 939,32
Chimie	57	2 018 837,46	451 885,31	30 204 014,25
Carrières	18	427 430,78	77 508,51	5 180 668,47
Papier	4	143 750,55	23 067,06	1 541 802,29
Véron	13	441 823,45	68 220,87	4 559 883,02
Agro-alimentaire	68	783 112,94	109 928,78	7 347 639,72
Bois, textiles, ameublement	17	205 704,89	28 334,54	1 893 880,32
Chaux	2	51 966,18	6 161,55	411 837,73
Fabrications métalliques et électriques	35	329 710,42	35 182,84	2 351 620,89
Ind. Transform. Papier/cartons, Ind. Graphiques	11	64 214,16	6 498,73	434 375,18
Briques - céramiques	6	37 149,76	3 564,52	238 252,58
<b>TOTAL</b>	<b>246</b>	<b>7 761 424,90</b>	<b>1 714 288,60</b>	<b>114 583 049,82</b>

**Tableau 5.2 : Coût évité correspondant à la réduction de quota de CV – ventilation par secteur**

Le montant total ristourné aux entités en accord de branche est par conséquent d'une valeur de près de 114,6 millions € en 2020. Le graphique ci-dessous montre l'évolution temporelle de cette contrepartie, soit environ 730 M€ cumulés entre 2014 et 2020.

**Le graphique 5.3 représente d'une part l'évolution de la fourniture totale (en MWh) des entités en accord de branche et d'autre part les montants des réductions accordées (soit le nombre de CV bénéficiant d'une réduction du quota multiplié par le prix du marché CV pour l'année concernée). En 2020, cette réduction accordée aux entreprises atteint plus de 114 millions d'EUR.**



**Graphique 5.3 : Évolution de la fourniture des entités en accord de branche et des réductions accordées en EUR**

### **Exonération partielle de la surcharge « CV wallons »**

Une exonération de 85% du premier terme de la surcharge OSP ELIA pour le financement des mesures de soutien aux énergies renouvelables est accordée aux entreprises accord de branche.

A partir de 2020, le second terme de la surcharge est désormais nul.<sup>3</sup>

Sous certaines conditions (CODE NACE 01, 10 à 33 et 85 à 88), les entreprises non présentes dans les ADB2 bénéficient quant à elles d'un taux d'exonération s'élevant à 50%.

L'avantage des entreprises en Adb2 peut donc être estimé à 35%. Sur base du tableau ci-dessous (issus du rapport CV 2020), qui correspond à l'ensemble des exonérations à 50% et 85%, une estimation rapide<sup>4</sup> de l'ordre de grandeur de l'avantage pour les entreprises en Adb2 cumulé entre 2013 et 2020 mène à environ 111 M€ avec un montant 2020 de l'ordre de 16M€.

Année	GWh exonérés	Montant (k€)
2013	3 297,66	45 203,30
2014	3 438,03	47 799,97
2015	3 468,56	42 111,65
2016	3 510,00	35 188,93
2017	3 578,95	36 396,05
2018	3 579,22	36 736,52
2019	3 534,23	38 165,18
2020	3 200,57	41 891,09
<b>TOTAL</b>	<b>27 607,21</b>	<b>323 492,70</b>

**Tableau 6.2: Exonération partielle de la surcharge Elia relative aux CV wallons**

### **Réduction des cotisations fédérales sur l'électricité et le gaz naturel**

La dégressivité de la cotisation fédérale du gaz naturel est appliquée à tous les clients finaux consommant plus de 20 GWh.

Les entreprises engagées dans les ADB2 bénéficient, en fonction de leur consommation<sup>5</sup>, d'une dégressivité sur les cotisations fédérales d'électricité ainsi que sur les obligations de service public (OSP) fédérales liées aux éoliennes offshores. Ces mêmes dégressivités sont également accordées automatiquement à certaines entreprises des façons suivantes :

- En cas d'absence d'accord de branche dans un secteur, la dégressivité s'applique automatiquement aux entreprises présentes dans ce secteur.
- En cas d'accord de branche dans un secteur, une dégressivité est tout de même accordée aux entreprises non engagées à condition qu'elles présentent une consommation totale de combustibles et d'électricité inférieure à 0,1 PJp.

<sup>3</sup> [https://www.creg.be/sites/default/files/assets/Tarifs/Elia/TarifsOSP\\_Surcharge\\_2020.pdf](https://www.creg.be/sites/default/files/assets/Tarifs/Elia/TarifsOSP_Surcharge_2020.pdf)

<sup>4</sup> Simple règle de 3 entre 85% et 35%, en supposant la part des entreprises hors AdB à 50% faible dans les montants du tableau (ce qui mène donc à surestimation de l'avantage), et en retirant l'avantage 2019 et 2020 que certaines entreprises doivent rembourser en vertu du respect des aides d'état.

<sup>5</sup> [https://www.creg.be/fr/professionnels/fourniture/cotisation-federale#h2\\_2](https://www.creg.be/fr/professionnels/fourniture/cotisation-federale#h2_2)

Par ce constat, il semble important de souligner que ces exonérations ne sont donc pas spécifiques aux ADB2.

### **Réduction des accises sur le gaz naturel**

Depuis 2016, le SPF Finances Douanes et Accises octroie aux entreprises participant aux accords une réduction de la cotisation énergie des accises sur le gaz naturel utilisé comme combustible dans une consommation professionnelle (hors cogen et hors matière première).

L'accise « globale » comprend : le droit d'accise, le droit d'accise spéciale et la cotisation sur l'énergie. Les deux premiers étant à 0%, c'est la cotisation sur l'énergie qui détermine le montant de l'accise. Le taux habituel étant depuis 2016 de 0,9978 et le taux « accord de branche » de 0,54<sup>6</sup>, la différence est donc de 0,4578 EUR par MWh.

Grâce à cette réduction, les entreprises en ADB ont pu économiser 5,2 M€ en 2020.<sup>7</sup>

### **Subsides pour les études**

#### **Subsides AMURE**

Le programme AMURE est régi par l'arrêté du GW du 27 février 2014. La dernière modification par un arrêté date du 28 mars 2019.

De manière générale, le programme AMURE octroie une aide financière à toutes les PME en subsidiant soit un audit énergétique soit une étude de pré faisabilité permettant d'évaluer la pertinence d'un investissement ou d'élaborer un plan d'amélioration de l'efficacité énergétique. Le taux d'aide est conditionné à la taille de l'entreprise (60% pour les moyennes entreprises, 70% pour les petites).

**Les entreprises (Grandes Entreprises et PME) participant aux ADB2 sont également éligibles aux subventions AMURE** lors de la réalisation d'audits énergétiques (audit global, partiel ou de suivi) ou d'études (pré faisabilité et faisabilité). Le taux d'intervention publique est de 50% des coûts (avec un bonus supplémentaire de 10% pour une moyenne entreprise et 20% pour une petite entreprise.)

Les fédérations impliquées dans les ADB2 bénéficient également d'une subvention de 100% (avec un plafond de 80 k€) pour les frais de suivi des entreprises adhérents à l'ADB2, ainsi que la réalisation de la roadmap sectorielle.

Tableau de synthèse :

Bénéficiaire ?	Matière soutenue ?	Taux subsides
Grande entreprise en ADB	Audit global, partiel, de suivi Etude de pré faisabilité et faisabilité SER	50%

<sup>6</sup> Conformément aux règles sur les aides d'état, le 0.54 correspond au minimum européen imposé

<sup>7</sup> 15,7 TWh ADB2 – 88% de 4,9 TWh pour la cogénération industrielle.

Moyenne entreprise en ADB	Audit global, partiel, de suivi Etude de préféabilité et faisabilité SER	60%
Petite entreprise en ADB	Audit global, partiel, de suivi Etude de préféabilité et faisabilité SER	70%
Fédérations en ADB	Frais de suivi de l'ADB, roadmap 2050	100% plafond 80k€

Sur la période 2014-2020, le montant cumulé des subventions AMURE-ADB a atteint environ 10,4 M€ (en 2020, les subventions se sont élevées à 1.416.564,7€).

### **Subsides CO<sub>2</sub> mapping**

Les entreprises prenant part aux ADB2 ont pour obligation de réaliser une étude carbone de leur site de production ou de leur(s) produit(s) phare, appelée également "Mapping CO<sub>2</sub>". La subvention partielle<sup>8</sup> de cette étude par l'Agence wallonne de l'air et du climat (AWAC) est réalisée à hauteur de 50%, avec un plafond s'élevant à 10.000€.

#### **Tableau de synthèse générale pour les contreparties 2020**

Contreparties	Montant pour l'année 2020
Réduction certificats verts (CV)	114 M €
Exonération partielle de la surcharge "CV wallons"	17 M €
Réduction des accises sur le gaz naturel	5,2 M €
Subsides AMURE	1,4 M€

<sup>8</sup> <http://awac.be/index.php/guichet-technique/accords-de-branches>

#### **D. Indices FSER et FdSER, études de pré faisabilité et de faisabilité renouvelables**

Concernant le renouvelable, les conventions prévoient uniquement des obligations d'études et de suivi des indices.

Néanmoins, l'évolution de la pénétration du renouvelable dans les industries participantes aux accords est suivie grâce aux indices FSER et FdSER.

##### **Indices FSER et FdSER**

L'indice FSER est le rapport entre l'énergie finale produite à partir de renouvelable ayant pour origine le périmètre de l'entité en accord de branche et l'énergie finale totale consommée par l'entité. Il s'agit de valoriser le renouvelable autoproduit et exporté.

L'indice FdSER est le rapport entre l'énergie finale produite à partir de renouvelable consommée au sein du périmètre de l'entité en accord de branche et l'énergie finale totale consommée par l'entité. Il s'agit de mesurer la contribution de l'entité au développement du renouvelable de toutes origines. En particulier, l'électricité verte achetée à un fournisseur vert est comptée dans cet indice-ci.

Pour l'année 2020, les indices sectoriels atteignent les valeurs suivantes :

2020	FSER	FdSER
AGORIA	2,5%	13,2%
CARMEUSE	5,8%	5,8%
COBELPA	73,4%	73,4%
CRYSTAL	0,4%	99,3%
ESSENSCIA	0,6%	2,9%
FBB-FEDICER	0,5%	0,5%
FEBELCEM	24,7%	24,7%
FEDIEX	1,5%	14,8%
FEDUSTRIA	48,2%	49,2%
FETRA-FEBELGRA	1,7%	5,8%
FEVIA	14,9%	20,7%
FIV	0,2%	0,2%
GSV	0,0%	5,0%
LHOIST	1,2%	1,2%
Wallonie	<b>14,93%</b>	<b>19,60%</b>

Par consolidation, les indices de l'industrie wallonne en accord de branche s'élèvent ainsi à :

$$\text{FSER}_{\text{wallon 2020}} = 14,9 \%$$

*Ce qui signifie que les entreprises en accords de branche présentent une indépendance énergétique pour environ 15 % des énergies qu'elles consomment.*

$$\text{FdSER}_{\text{wallon 2020}} = 19,6 \%$$

*Les entreprises en accords de branche contribuent au développement de la filière renouvelable à hauteur de 19,6% de leurs consommations.*

## **Etudes de faisabilité « renouvelables »**

Les nouvelles entités voulant entrer dans un accord de branche doivent évaluer la faisabilité technique et économique de filières d'énergies renouvelables. Cet engagement correspond à une obligation de moyens, c'est-à-dire l'obligation de mener à bien des études.

Trois étapes successives et corrélées sont prévues :

1. Analyse de faisabilité technico-économique dans le cadre d'audit approfondi préalable à l'entrée de l'entité dans l'accord de branche « Scans ».
2. Réalisation de trois études de préfaisabilité.
3. Réalisation d'une étude de faisabilité.

Les 9 filières pour les scans sont :

- Biomasse sèche
- Biomasse humide
- Cogénération biomasse
- Photovoltaïque
- Solaire thermique
- Eolien
- Hydroélectricité
- Valorisation de l'énergie géothermique de grande profondeur
- Pompes à chaleur

L'étude de préfaisabilité a pour objectif de permettre aux entreprises d'évaluer la pertinence d'un investissement en matière d'énergie renouvelable en examinant les caractéristiques principales techniques, énergétique et économique, les contraintes légales éventuelles ainsi que la rentabilité. Ces études de préfaisabilité sont réalisées de manière à pouvoir déterminer la filière qui représente le plus grand potentiel et/ou la plus grande chance de mise en œuvre. Elle comporte tous les éléments permettant de faire le choix le plus pertinent pour la réalisation de l'étude de faisabilité.

L'étude de faisabilité doit permettre de dimensionner de manière précise un type ou une marque spécifique d'équipement dans le cadre d'un investissement visant à recourir à l'usage d'énergies renouvelables ou à la cogénération biomasse de qualité et aboutissant à la rédaction des prescriptions techniques d'un cahier des charges.

La méthodologie prévoit des dispenses d'études pour les entités exploitant déjà une énergie renouvelable ou si les études de préfaisabilités démontrent des temps de retour excessifs. Les nouveaux entrants sont soumis aux mêmes obligations de moyens avec les mêmes délais que ceux entrés au 1 janvier 2014.

**Toutes les études des actuels acteurs des ADB2 ont été réalisées depuis 2017.** Pour 2020, il n'y a eu aucun nouvel entrant par rapport à 2019.

## **E. Mapping CO2**

A la suite de l'exercice de mapping CO2 et de brainstorming CO2, les entités et les secteurs ont rapportés les données relatives à des actions mises en place en dehors du strict périmètre des entités. L'indicateur d'amélioration du mapping CO2 « AMCO2 » quantifie les tonnes de CO2



évitées par des actions mises en place sur une ou plusieurs étapes du cycle de vie du (des) produits de l'entité, en dehors du strict périmètre de cette entité, rapportées aux émissions de CO2 totales théoriques de l'entité. Cet indicateur reprend donc entre autres les aspects liés au transport des marchandises et des personnes. Le dénominateur de cet indice représente les émissions théoriques de l'entité, c'est-à-dire les émissions qui auraient eu lieu sur cette entité si l'entreprise n'avait pas mis en œuvre les pistes d'amélioration que l'audit initial avaient identifiées (remarque : étant donné cette définition, la valeur de l'indicateur dépend de la production). Il est donc identique au dénominateur de ACO2.

L'indice AMCO2 estime les émissions évitées grâce à la mise en œuvre des projets identifiés en dehors du périmètre de l'entreprise, rapportées aux émissions (théoriques) de l'entité. Il peut dans certains cas atteindre des valeurs très élevées. Il montre alors dans ce cas que l'entreprise, par une re-conception de son produit ou de ses voies d'approvisionnement, peut générer des réductions d'émissions bien plus importantes que ce qu'elle pourrait obtenir en se limitant à réduire les émissions de son entité.

		AMCO2 2020		
Fédérations	Nb	Brainstorming	TCO2	%
AGORIA	35		772.128	242,2%
CARMEUSE	1		0	0,0%
COBELPA	3		9.904	3,7%
ESSENSCIA	50	1.642.195	1.185.775	44,0%
FEBELCEM	3		0	0,0%
FBB-FEDICER	5		2.570	3,1%
FEDIEX	19		12.759	5,3%
FEDUSTRIA	17		30.876	21,2%
FETRA-FEBELGRA	10		44.658	64,5%
FEVIA	66		97.135	6,0%
FIV	9		530	0,1%
GOOGLE	1		12	0,0%
GSV	7		36.000	2,3%
LHOIST	2		0	0,0%
Wallonie	228	1.642.195	2.192.347	

Rappelons que les obligations portent sur la réalisation d'une étude de mapping et sur l'établissement de réflexions sur des pistes d'améliorations. Nous pouvons néanmoins constater que certaines entreprises ont investi avec des impacts très variables sur l'indicateur.

## Liste des annexes

---

AGORIA	Industrie technologique
CARMEUSE	Chaux et pierres
COBELPA	Production de pâtes, papiers et cartons
CRYSTAL COMPUTING	Centre de données
ESSENSCIA	Chimie
FBB-FEDICER	Briques et céramiques
FEBELCEM	Ciments
FEDIEX	Extraction et transformation de roches non combustibles
FEDUSTRIA	Textile, Bois et ameublement
FETRA-FEBELGRA	Transformation de papiers et cartons, Industrie graphique
FEVIA	Alimentaire
FIV	Verre
GSV	Sidérurgie
LHOIST	Chaux